

COMPTE-RENDU

Réunion d'information

Mercredi 10 avril 2024, à 19h00

Athénée Joseph Wresinski, place Saint-Christoly



Étaient présents :

Claudine Bichet, adjointe au maire en charge des finances, du défi climatique, de la transition énergétique et de l'égalité femmes/hommes

Laurent Guillemain, adjoint au maire chargé de la sobriété dans la gestion des ressources naturelles, de la politique de l'éclairage public et rénovation énergétique des bâtiments municipaux

Marc Etcheverry, adjoint au maire chargé de la sécurité, la prévention de la délinquance et la médiation

Tiphaine Ardouin, adjointe au Maire chargée de la démocratie permanente et de la gouvernance par l'intelligence collective

Camille Choplin, maire-adjointe du quartier Nansouty, Saint-Genès, adjointe-au maire de la vie associative

Sylvie Justome, adjointe au maire en charge de la sécurité sanitaire et de la santé

Patrick Papadato, conseiller municipal délégué en charge de la voirie, la mobilité et le stationnement

Francis Feytout, conseiller municipal délégué en charge du respect du vivant et de la condition animale

Anne Fahmy, Conseillère Municipale

Eric Krust, directeur interdépartemental adjoint de la sécurité publique, Police Nationale
Direction de la Police Municipale mairie de Bordeaux

Direction de la mission démocratie permanente, mairie de Bordeaux

Direction de la gestion de l'espace public – service éclairage public et équipements connectés,
Pole Territorial, Bordeaux Métropole

Mairie de quartier de Bordeaux centre, mairie de Bordeaux

Mission égalité, diversité, citoyenneté

100 participants

Avant d'introduire le premier sujet inscrit à l'ordre du jour, Pascal Jarry, animateur, rappelle les règles à respecter afin de permettre des échanges courtois et respectueux.

I – PRESENTATION DU BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE A UN AN

Laurent Guillemain, adjoint au maire chargé de la sobriété dans la gestion des ressources naturelles, de la politique de l'éclairage public et rénovation énergétique des bâtiments municipaux, revient sur la genèse. En premier lieu, l'extinction de l'éclairage public a été enclenchée au début de la crise énergétique afin de réaliser des économies d'énergie. La municipalité a souhaité orienter cette initiative vers une réduction plurielle de la consommation énergétique, avec une utilisation rationnelle du territoire Bordelais pour les déplacements.

Depuis sa mise en place, le 2 janvier 2023, l'extinction de l'éclairage public de 1h à 5 h du matin concerne à présent 57 % du parc lumineux de Bordeaux. Bordeaux n'est pas la seule ville à pratiquer l'extinction. En effet, sur les 28 communes de la Métropole Bordelaises, 14 communes éteignent complètement leur éclairage public sur la même tranche horaire que Bordeaux.

A) Les objectifs du plan Bordeaux nuit étoilée

Tout d'abord, Laurent Guillemain, explicite les objectifs du plan « Bordeaux nuit étoilée » qui vise à atteindre plusieurs objectifs :

- Réduire significativement et durablement la pollution lumineuse
- Réduire les effets négatifs de cette dernière sur la biodiversité
- Réduire l'empreinte écologique, notamment énergétique, des activités de la Ville
- Maîtriser les dépenses de l'éclairage public

B) La déclinaison

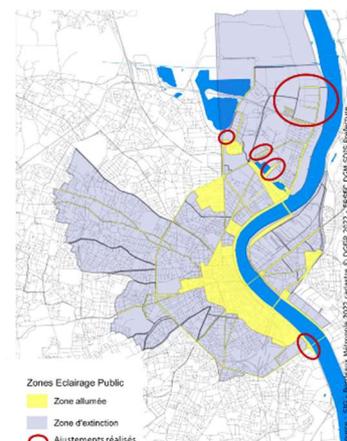
- Extinction partielle de l'éclairage public de 1h à 5h du matin.
- Extinction de 85 % des mises en lumière patrimoniales (Spots sur les bâtiments patrimoniaux).
- Rénovation progressive de l'éclairage public (Continuité du déploiement de la led).
- Incitation à l'extinction nocturne progressive des vitrines des vitrines des commerces

C) L'extinction : la cartographie cible

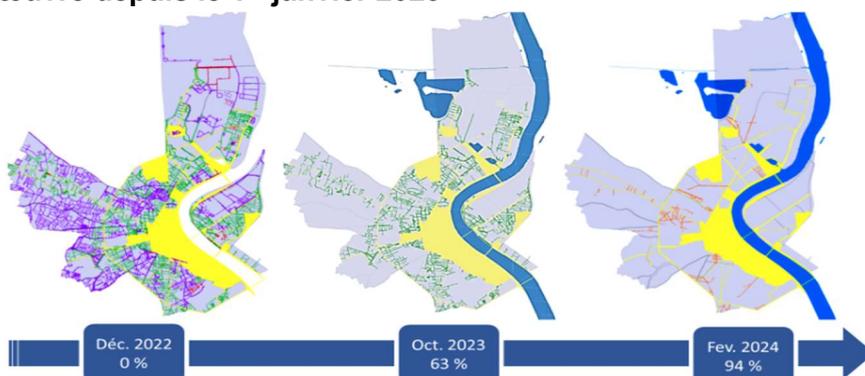
Secteurs maintenus allumés entre 1 h et 5 h :

- secteurs à enjeux ou à fortes activités nocturnes,
- centre-ville,
- grands axes,
- voiries aux abords des voies de tram.

Laurent Guillemain indique que quelques ajustements ont été réalisés suite à certains retours d'élus de quartier, d'acteurs du monde de la nuit, d'habitants de ces secteurs (cercles rouges sur la carte).



D) Progression de la mise en œuvre depuis le 1^{er} janvier 2023

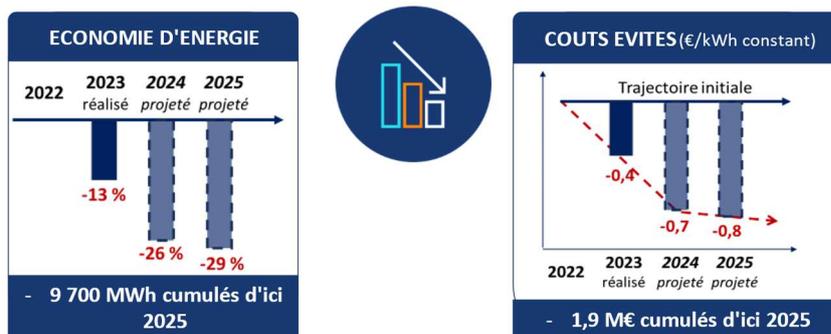


À ce jour, les équipes sont en train de terminer cette mise en place de l'extinction, car certaines armoires électriques nécessitaient un recâblage. Elles ont été modernisées et rendues plus souples pour demain pouvoir ajuster l'éclairage public. Un grand travail a été effectué pendant plus d'un an et demi, notamment sur les zones grises à la lisière des zones jaunes.

E) Les effets de la mesure

Laurent Guillemain indique qu'en 2023 la ville a réalisé 13% d'économie d'énergie ; en 2024 : 26 % et elle approchera en 2025 les 29%.

Les coûts évités eux ne suivent pas la même courbe, en raison de l'augmentation du coût de l'énergie.



Laurent Guillemain évoque le volet du détecteur. C'est une réponse technique que la ville souhaiterait mettre en place mais la réponse technologique est compliquée car les industriels ne sont pas en capacité à ce jour de fournir un équipement sûr et opérationnel qui permet de communiquer les uns avec les autres (protocole de communication). Tous les nouveaux lampadaires déployés depuis un an et demi par la ville sont équipables de détecteurs. D'ici 5 à 6 ans, la ville sera dotée d'un équipement à la hauteur des demandes techniques réglementées. Elle continuera d'accroître son parc de lampadaires. En parallèle, elle déploiera des détecteurs sur les zones jugées les plus pertinentes.

II – L'EFFET SUR LA TRANQUILLITE PUBLIQUE ET LA SECURITE DANS LES SECTEURS D'EXTINCTION

Marc Etcheverry, adjoint au maire chargé de la sécurité, la prévention de la délinquance et la médiation, présente les grandes tendances, les grandes lignes qui permettent à la Police municipale de suivre les effets de l'extinction de l'éclairage sur les aspects de sécurité et de tranquillité publique depuis un an.

A) Les tendances

Marc Etcheverry précise qu'aujourd'hui, il n'existe pas de grandes études nationales réalisées qui permettent d'analyser finement dans toutes les villes et les communes qui ont initiées une telle démarche s'il y a une augmentation significative des statistiques des faits de délinquance ou de violence suite à l'extinction totale ou partielle de l'éclairage public. Cela sera sans doute le cas dans le futur, mais pas pour l'instant.

Les chiffres indiquent qu'elle est même en baisse sur les items : vols avec violence (-31%), cambriolages (-7%), vol à la tire (-27%).

- Les statistiques de la police municipale font apparaître une baisse : - 27% sur le créneau 1h-2h.

- Une nette diminution du taux d'accidentologie entre 1h et 5h.

- L'extinction de l'éclairage public à Bordeaux ne coïncide pas avec une hausse significative de la délinquance sur le créneau 1h-5h dans les zones non éclairées. Marc Etcheverry indique qu'un travail est mené en étroite collaboration avec la Police Nationale.

Néanmoins, il apporte la nuance suivante, à savoir que la municipalité est à un an à peine après cette mise en œuvre de cette expérimentation d'extinction de l'éclairage public. Il estime qu'il est nécessaire de se donner collectivement un peu de temps pour analyser les statistiques, avoir des tendances sur le long terme. La ville détient des éléments techniques qui font ressortir que l'heure de commission des faits et l'heure à laquelle s'est déroulée un acte de délinquance - ou autre - n'est pas forcément renseignée par les victimes lors des dépôts de plainte. Cela peut fausser les statistiques.

D'un point de vue quantitatif, pour l'année 2024, les données pourraient changer. En effet, le département de la Gironde teste le dispositif de dépôt de plainte en ligne qui sera étendu à tout le territoire français à l'été 2024. Il est beaucoup plus simple de déposer des plaintes grâce à ce système. Marc Etcheverry estime que mécaniquement cela entraînera une augmentation globale - de jour comme de nuit – des chiffres de la délinquance sur Bordeaux. Ces éléments seront surveillés.

Marc Etcheverry indique qu'à partir des statistiques actuellement en sa possession, il n'est pas constaté de tendance haussière des chiffres de délinquance entre 1h et 5 h dans les zones non éclairées. En termes d'accidentologie routière, on constate en 2023 une baisse de l'accidentologie dans ces zones.

Pour conclure, Marc Etcheverry tient à souligner que la mairie de Bordeaux est totalement consciente que ces statistiques ne sont pas probants et qu'ils ne viennent pas occulter le sentiment d'insécurité qui lui est probablement en augmentation dans les zones dont l'éclairage est éteint entre 1h et 5h du matin. Les effectifs de la police municipale vont être augmentés. Des brigades dédiées à la vie nocturne et des médiateurs renforceront leur présence sur le terrain.

III- LE SENTIMENT D'INSECURITE DES FEMMES ET DES HOMMES DANS L'ESPACE PUBLIC LA NUIT

Claudine Bichet, adjointe au maire en charge des finances, du défi climatique, de la transition énergétique et de l'égalité femmes-hommes confirme que le sentiment d'insécurité est une réalité clairement chiffrée à prendre en compte.

La ville de Bordeaux a réalisé une campagne de sensibilisation en novembre 2023 qui fait ressortir qu'il existe une inégalité de faits dans l'espace public entre les femmes et les hommes.

- En 2016, 87 % des Bordelaises se disent victimes de harcèlement sexiste ou sexuel dans l'espace public, de jour comme de nuit. C'est une réalité que ne nie pas la mairie. Au contraire, un travail est réalisé afin de changer ces chiffres, améliorer ce ressenti et faire en sorte qu'il existe demain une réelle égalité entre les femmes et les hommes dans l'espace public.
- L'extinction de l'éclairage public la nuit vient majorer le sentiment d'insécurité déjà existant, notamment chez les femmes.



La municipalité estime qu'il est primordial de prendre en compte cette réalité. Pour cela, Claudine Bichet indique qu'il est nécessaire d'écouter les propositions des habitantes et habitants et de mettre en place des actions à plusieurs niveaux :

- **À court terme** : améliorer la sécurité réelle :
 - Présence accrue des forces de sécurité et médiation dans les lieux nocturnes qui s'y prêtent.
 - Intensification du réseau Demandez Angela (plus de 100 lieux de refuge pour toute personne se sentant en insécurité).
 - Renforcer la communication sur le dispositif arrêt de bus à la demande.



- **À long terme** : améliorer le ressenti des femmes dans l'espace public
 - Travail sur les causes de ce sentiment d'insécurité : campagnes de sensibilisation. Animation des espaces publics, éducation dès le plus jeune âge contre les stéréotypes. (Aménagement des cours dans les écoles et les crèches), formation des personnels.
 - Mise à niveau technique pour permettre l'aménagement « intelligent » (allumage au passage, etc.).

Claudine Bichet estime qu'effectivement d'autres choses peuvent être imaginées. Elle réaffirme son souhait de travailler sur une amélioration de cette situation.

Pascal Jarry invite les participants à témoigner.

IV - RETOURS D'EXPERIENCES ET QUESTIONS POSEES PENDANT LA REUNION PUBLIQUE

A) Le sentiment d'insécurité, de peur la nuit

« J'habite à la limite d'une zone éclairée et une zone éteinte. J'ai peur le soir quand je sors mon chien. Je suis obligée de m'éclairer avec mon portable. Je suis en panique. »

« Je partage le sentiment d'insécurité. J'ai été suivie. On a la désagréable sensation de ne rien voir. »

« Je sors souvent le soir et éteindre l'éclairage à 1 heure, c'est trop juste. Je me suis fait agresser. Je ressens un sentiment total d'insécurité. L'extinction, oui pour différentes raisons mais pas au détriment des personnes, des personnes qui travaillent la nuit ou qui rentrent tard le soir chez elles. »

Marc Etcheverry précise que la ville fait preuve d'un très grand pragmatisme et que la municipalité ne sacrifie pas la sécurité des personnes au profit des économies financières.

« J'ai deux enfants qui sortent, ma fille a peur de rentrer le soir alors elle prend un Uber. Ce n'est pas une solution ! »

« Je ne suis pas rassurée quand je dois aller à la gare à 4h du matin. »

« J'ai peur de sortir le soir. Mes enfants aussi. Je suis rassurée de les savoir dans d'autres villes. C'est triste qu'en 2024 de ne pouvoir pas le faire sereinement. »

« Mes belles-filles ont peurs de rentrer le soir. »

« La peur du noir est inhérente à l'être humain. On peut avoir peur quand on marche sur un petit chemin de campagne la nuit. »

Claudine Bichet souligne que dans tous ces témoignages, c'est le sentiment d'insécurité qui prédomine, d'autant plus si on a été victime d'agressions. Les témoignages mettent en avant le sentiment d'insécurité renforcé dans le noir. Dans ces vécus, on ne peut pas nier les agressions. Elles augmentent dans les grandes villes et Bordeaux n'est pas une exception. Elle revient sur la statistique des 87 % de Bordelaises qui sont victimes de mauvais comportements, sexistes ou sexuels, notamment dans la rue, de jour comme de nuit.

Seulement 1% des trajets piétons sont concernés par l'extinction. 99% des trajets effectués par des piétons, se font en zones éclairées. La décision a été prise d'éteindre dans des zones où il y avait le moins de déplacements piétons. Au final, les faits relatés sont en lien avec ce 1%.

Il est important de prendre en compte les enjeux financiers que représentent l'extinction de certaines zones peu fréquentées et les économies réalisées.

B) La sécurité et les facteurs de dangerosité la nuit : Agressions physiques, verbales...

« Les tendances semblent mettre en corrélation la baisse de l'éclairage et la baisse de la délinquance. Or j'ai des exemples autour de moi d'agressions. »

« L'absence de statistiques ne serait-il pas un défaut de plaintes ? »

Il existe des biais et limites des statistiques sur les zones non éclairées. **Marc Etcheverry** indique qu'à ce jour, on ne sait pas quantifier une augmentation ou pas des agressions dans les zones éteintes. On constate des faits plus généraux : en 2023, la municipalité peut observer que de minuit à 6 heures, dans les quartiers concernés par l'extinction, une baisse des vols avec violence, des vols à la tire. Mais, les vols à la roulotte eux augmentent. Sur les statistiques de la Police Municipale, qui travaille jusqu'à 2 heures du matin, on dénombre en 2022, 317 mains-courantes sur le créneau de 1 à 2 heures du matin ; et 232 en 2023, soit des chiffres en baisse. Marc Etcheverry estime qu'il faut prendre le temps et le recul pour travailler sur ces chiffres.

« J'avais demandé à mon fils de veiller sur sa sœur. Il l'a mis en sécurité mais au final en rentrant, c'est lui qui a été agressé. »

« En Ariège, nous avons informé et proposé - avec le concours du Parc National Régional - aux petites communes l'extinction de leur éclairage public nocturne de 23 h à 5 h. Seulement 2 communes avaient adhéré à la proposition mais petit à petit le dispositif en a séduit d'autres. Pour la plupart des gens, cela ne pose pas de problème pour se déplacer dans les villages... Le dispositif est pour moi bénéfique. »

« La situation n'est pas comparable entre la ville et la campagne, la réalité humaine n'est pas la même en ville. »

« Je me suis déjà fait agresser ; j'ai déjà raccompagné des jeunes filles et avons cheminé ensemble. »

« Ma fille de 18 ans ne sort pas seule à Bordeaux. Mes enfants ont peur de sortir le soir, c'est dommage »

« Les véhicules électriques sont silencieux et on ne les entend pas, la nuit, c'est dangereux. »

« Il existe des solutions d'améliorations : il faut mieux contrôler la population la nuit notamment les SDF. »

« Avant Bordeaux était calme, actuellement d'après les articles de presse on constate une forte progression de la délinquance. »

« J'ai 40 ans, je commence à travailler à 3 heures du matin à Mériadeck. Je me suis fait agresser par trois jeunes dans le secteur du Tondu/Landiras et j'en garde des séquelles. Depuis, je ne me sens pas en sécurité. La police n'a pas été impeccable dans la gestion de cette agression voire défailante. La ville change mais pas en bien. »

Claudine Bichet confirme que les travailleurs de nuit peuvent en effet être impactés par l'extinction de l'éclairage public et ressentir un sentiment d'insécurité accru. L'utilisation de leur véhicule ou des transports en commun peut être une solution. Elle souligne la nécessité de rechercher au cas par cas des solutions ponctuelles.

« Le problème ne réside pas tant dans le fait que l'éclairage soit éteint ou non mais plus dans la capacité de la mairie et de la police à prévenir et réagir aux agressions. J'espère que des équipements de vidéosurveillance et des bornes d'appel à l'aide seront mis en place et suivront la tendance des stations d'éclairage, avec la même échelle mais surtout la même vitesse. Je n'ai pas l'impression que cela soit le cas. »

Les agressions commises confortent **Marc Etcheverry** sur la nécessité d'implanter des caméras de vidéoprotection dans les lieux stratégiques. En effet, la vidéoprotection est un enjeu fort pour la ville. Le patrimoine des caméras de la ville s'est accru depuis 2020 de 50 à 58%. La ville devrait passer les 200 caméras en mieux d'année pour atteindre les 215 en fin d'année. Enfin il est important de bénéficier d'un matériel adéquat de surveillance nocturne dans les zones non éclairées, toutes les nouvelles caméras basculent sur un système de prise d'image d'infrarouge. Les images de nuit permettent de mettre en sécurité les policiers municipaux en intervention mais elles peuvent également être utilisées par la Police Nationale et l'État dans le cadre d'enquêtes.

C) Zone éclairée / zone non éclairée

« Passer d'une zone éclairée à une zone noire nécessite un temps d'adaptation, c'est dangereux. »

« Pourquoi la rue Judaïque est-elle éteinte ? C'est pourtant un axe majeur. »

Pour **Claudine Bichet**, les témoignages d'insécurité dans les zones éclairées indiquent qu'un travail est nécessaire. Des propositions sont à creuser, comme laisser les grands axes structurants éclairés. L'avenue de la République et la rue Judaïque sont effectivement des rues qui pourraient être éclairées et qui permettraient de couvrir 90% des déplacements en zone éclairée.

Marc Etcheverry indique que certaines zones ont été rallumées car elles ont été jugées trop sensibles : accidentogènes ou sensibles aux agressions.

D) La technique

« Depuis plusieurs années, un super laboratoire lyonnais travaille pour solutionner le problème des détecteurs. Ils fonctionnent très bien et sont vendus dans le monde entier. Alors pourquoi pas en installer à Bordeaux ? »

Laurent Guillemain reconnaît que les détecteurs existent mais qu'ils ne sont pas fiables.

« Est-il envisageable d'allumer un lampadaire sur 2 ou sur 3 ? »

Laurent Guillemain indique que l'on ne peut pas en éteindre 1 sur 2 car ils sont câblés en guirlande et que si on en éteint 1, on éteint tout.

E) Autres sujets

Parkings : « La situation des parkings est désastreuse ; on y est en totale insécurité et notamment dans celui place Pey-Berland. »

Concernant la situation dans les parkings, **Marc Etcheverry** confirme que la situation est jugée préoccupante par le maire de Bordeaux. La société Metpark qui gère les parkings va renforcer la sécurité dans tous ses parkings, avec une présence humaine 24H/24.

Les trottoirs : « Les trottoirs de la rue Belfort sont dégradés »

« Marcher dans la nuit est dangereux quand les trottoirs sont en mauvais état. Il faut régler le problème de l'état des trottoirs avant de penser à l'extinction de l'éclairage. »

Claudine Bichet confirme que l'état des voiries tant pour les piétons que pour les cyclistes est un sujet à part entière. Un budget de 50 M€ pour rénover la voirie est en cours. Néanmoins, le budget de rénovation des voiries est contraint. Toutes les voies de Bordeaux ne peuvent pas être rénovées du jour au lendemain. Des travaux de requalification des voiries qui en ont le plus grand besoin sont planifiés sur chaque quartier avec Bordeaux Métropole en fonction des typologies de voirie.

« On parle de la qualité des trottoirs : il faut aussi parler de leur propreté et de leur encombrement. »

Concernant la propreté, **Marc Etcheverry** confirme qu'il s'agit d'un important enjeu pour la ville et la Métropole. Jean-Baptiste Thony en charge de la propreté y travaille à plein temps. La situation en matière de propreté est dégradée. Pour Marc Etcheverry la propreté, c'est aussi les dispositifs de collecte des déchets, C'est également beaucoup de prévention et pour cela des campagnes sont lancées régulièrement. Mais c'est également la répression qui va être mise en place. D'ailleurs une brigade dédiée à la lutte contre les incivilités du quotidien va être lancée à l'occasion de la Fête de la musique. La priorité de Pierre Hurmic est de lutter contre les dépôts sauvages, les déjections canines, les déchets des commerçants et les poubelles qui débordent. Tous ces phénomènes dégradent le cadre de vie des Bordelaises et des Bordelais.

Bars associatifs : « On y trouve de la drogue, des produits stupéfiants. Ce serait bien de veiller à ce que la réglementation soit bien appliquée dans ces bars. »

Marc Etcheverry indique que des arrêtés ont été pris afin d'interdire le service d'alcool après 2 heures du matin.

Kebabs : « *Les Kebabs turc forment un réseau de prostitution* »

Marc Etcheverry invite l'intervenante à venir lui transmettre des éléments en aparté.

« *J'ai porté plainte pour viol, j'ai eu un mauvais accueil. Depuis, les policiers ont-ils été formés pour recueillir les plaintes ?* »

Marc Etcheverry indique que la formation des policiers de la Police Nationale par rapport aux violences sexuelles et sexistes est nécessaire. La Police Municipale doit également être formée. La ville va s'efforcer d'y travailler.

Fiscalité locale : « Il serait normal de baisser les impôts pour les habitants des zones dont l'éclairage est éteint ? »

« Au bout d'un an, on en est où financièrement ? »

Claudine Bichet aborde le volet des enjeux financiers et l'extinction des zones quasi non fréquentées. L'économie d'énergie équivaut à une baisse de 30% de la facture énergétique de la ville de Bordeaux en éteignant. Hélas entretemps, la facture énergétique a fortement augmenté. Au final, cela vient quasiment annuler les économies financières réalisées. Si ces économies n'avaient pas été réalisées, la facture aurait augmenté de 30%. Claudine Bichet souligne que la ville tient son budget, des économies d'énergie sont mises en place sans quoi, il est probable que la fiscalité locale aurait certainement augmenté dans des proportions plus conséquentes.

Le choc énergétique et inflationniste pour la ville de Bordeaux correspond à une facture de 30 millions d'euros, proche de 10% de son budget de fonctionnement. Elle indique que d'autres communes de la métropole bordelaise avaient fait ce choix avant Bordeaux.

Les Rats : « Présence des rats en ville. »

Les moustiques : « Les moustiques sont très présents à Bordeaux. L'extinction de l'éclairage permet la prolifération des chauves-souris. Chaque chauve-souris mange près de 300 moustiques. Ce n'est donc pas inintéressant comme solution. »

Marc Etcheverry remercie les participants pour la qualité des échanges et la teneur de tous les partages d'expérience qui ont été faits. Il est très sensible aux situations décrites, à ces agressions, au sentiment d'insécurité vécu par certaines personnes du public.

Il revient sur ces témoignages d'agressions la nuit dans les zones éclairées ou pas.

Ces témoignages renforcent son sentiment qu'il faut augmenter la présence de policiers municipaux en ville, tant en journée qu'en soirée, dans des zones éclairées ou éteintes.

Pascal Jarry, animateur, remercie les participants et clôt le débat.

ANNEXE

Les retours d'expérience recueillis par écrit
Et vous, comment vivez-vous au quotidien cette extinction de l'éclairage public
sur une partie de la ville ?

Bordeaux maritime

Habitante : « *Les élus de Bordeaux ont-ils recherché avec les élus nationaux pour mieux comprendre la hausse des tarifs d'électricité ? Il semblerait que ces hausses ne soient pas des hausses de la production d'électricité mais dû à une politique européenne (indexation sur le prix du gaz ?). L'Espagne et le Portugal qui n'ont pas appliqué les directives européennes n'ont pas eu de hausse d'électricité. En tout cas dans les proportions que l'on connaît en France.* »

Chartrons Grand-parc Jardin public

Habitante : « *Demandez Angela ? De 1 heure à 5 heures du matin, à part les boîtes de nuit, aucun autre partenaire n'est ouvert. Cela ne nous permet pas de nous sentir en sécurité ou même respectée. Vous dites "la police va être plus présente" mais comment ? Dans chaque rue ?* »

Habitante : « *Remettez-vous l'éclairage si les questions d'insécurité durent ? Pourquoi ne baisse-t-on pas l'éclairage en centre-ville ? Et faire éteindre davantage les magasins ? Comment cela se passe-t-il dans les 13 autres villes qui éteignent de 1h à 5h ? Insécurité ?* »

Bordeaux centre

Habitante : « *Maman veuve de 5 enfants de 12 à 24 ans. J'assimile l'extinction de l'éclairage public à un couvre-feu qui bride les sorties. Dans la mesure où certains quartiers sont éteints et pas d'autres, bénéficient-ils d'une réduction, d'un ajustement de leurs impôts locaux et/ou fonciers ? Je pense que c'est discriminatoire pour les personnes les plus fragiles : handicapés, jeunes alcoolisés, jeunes femmes, personnes plus âgées ayant encore une vie sociale active sur la 1ère partie du créneau. Tout ne peut pas être raisonné sur la base des statistiques. Les sentiments et angoisses ne sont pas négligeables.*

Quelles ont été les statistiques sur la baisse de la population de moustiques ?

S'il y a moins ou pas de baisse du nombre d'agressions avec l'extinction des lumières, n'est-ce pas que les victimes potentielles s'interdisent à présent de sortir ?

Bordeaux ne va-elle pas être déclassée par l'UNESCO, son patrimoine n'étant plus mis en valeur la nuit par l'éclairage public.

L'État de la voirie est déplorable. A qui imputerons nous un accident d'un piéton, d'un vélo / mobilités douces ?

Est-il possible de s'aligner sur l'horaire de fermeture des bars ?

Quatre préoccupations pour la mairie affichées dans cet ordre : la pollution lumineuse, la pollution de la faune et la flore, l'économie pour la ville et l'insécurité de la population. Est-il hiérarchique ? La mairie a-elle prévue de mettre en place une cellule psychologique afin d'assurer sa responsabilité et ses choix ? »

Habitante : « *Mon fils a été agressé, il y a quelques années, il est rentré chez lui et s'est couché pendant 8 heures, sans porter plainte.*

Vérifier l'état des trottoirs et de la chaussée, c'est catastrophique et dangereux.

Urine et crottes. À Toulon, il existe des bornes d'appels à l'aide. »

Habitante : « *Est-ce que la brigade anti-incivilités sanctionnera aussi les personnes qui urinent sur les immeubles et les maisons ? L'été arrive et l'odeur va devenir insupportable avec la chaleur comme chaque année ?* »

Saint-Augustin Tausin Alphonse Dupeux

Habitante : « *Très mal. Lorsque je rentre et que l'éclairage est éteint complètement, je me sens en insécurité. Surtout que j'ai été suivie à deux reprises dans le quartier. On ne voit absolument rien. On est obligé de rentrer avec une lampe torche : on est repérable de loin.*

Au sentiment d'insécurité, se rajoute le risque de se tordre les chevilles, de tomber au regard de l'état des trottoirs à l'exemple de la rue de Belfort où depuis des mois une partie du trottoir est enlevée et remplacée par du béton restant (quid mobilité PMR ?) ou risque de se prendre les poubelles non rentrées - en dehors des jours de levée des poubelles - car on ne les voit pas.

Plus choc lumineux en véhicules/vélos lors d'un passage éclairé et non éclairé...

Les solutions proposées sont de baisser l'intensité et de faire fonctionner 1 lampadaire sur 2.

Je conclurais qu'une ville dans le noir est un facteur de risque supplémentaire. On demande aux entreprises de réduire les facteurs de risques pour les salariés. On attend la même chose de la municipalité pour les habitants.

Pour répondre sur les éléments donnés par Claudine Bichet sur la rénovation de voirie : plus d'une fois, une portion tout juste refaite a été de nouveau en travaux (moins de 6 mois après sa rénovation) impliquant la nécessité à nouveau de rénover la voirie. Comment sont programmés les travaux ? Une communication est-elle faite entre le service en charge des travaux et celui en charge de la rénovation ? »

Habitante : *« Peur en rentrant la nuit. À vélo ! »*

Habitant : *« Très mal. Je travaille de nuit. Je me rendais à pied au travail. Je me suis fait agresser par 3 jeunes : conclusion : 13 dents perdues ! On ne travaille pas tous avec des horaires de bureau. Pourquoi n'ai-je pas le droit à la même sécurité ? Plus de 10 000 euros de frais à ma charge. Attention : les vélos sans feux sont un danger !! »*

Nansouty Saint-Genès

Habitante : *« J'ai peur le soir quand je rentre la nuit chez moi (à vélo ou à pied). »*

Habitant : *« A priori plutôt mal en, en raison de l'insécurité potentielle et réelle qu'elle génère.*

L'économie d'énergie versus insécurité ! L'effort d'investissement dans les leds semble insuffisant et permettrait de maintenir l'éclairage urbain, notamment sur les axes structurants (rues Saint Genès, de Pessac, ...). »

Bastide

Habitant : *« Sur les nouveaux quartiers de Brazza. Éteindre les quais la nuit et que la police n'enlève pas les voitures. Je ne comprends pas : peut-être est-il nécessaire d'échanger avec les habitants. Verra-t-on Monsieur le maire le lors des échanges ? »*

Caudéran

Habitante : *« Avec le BHNS, l'éclairage est effectué par panneau solaire, il est actif en permanence. Tellement efficace que je n'ai plus besoin d'éclairage dans mon jardin. Tous les lampadaires actuels pourraient-ils être remplacés progressivement par des solaires ? Bon pour le portefeuille. Bon pour la sécurité. Et... mauvais pour les moustiques qui ne seront plus mangés par les chauves-souris qui ont besoin d'obscurité. »*

Habitant : *« Pas de vécu personnel mais beaucoup "entendu" parler d'insécurité en hausse sans pouvoir corréliser avec l'extinction !*

Boulevards éclairés : beaucoup de voitures avec des phares et quasi zéro piéton, tandis que les rues éteintes aux alentours ont des piétons mais peu de voitures. Alors ? Depuis trente ans l'éclairage par détecteurs permet sans souci de passer d'un étage à l'autre dans les immeubles d'habitations, et pas dans les rues ? Allons.... Quid des lampadaires avec des petites lampes permanentes et plus de lampes (en attente) puissantes ? Cela existe... ailleurs... »

Quartier non renseigné

Habitante : *« Pourquoi ne pas réduire l'éclairage d'une façon générale plutôt que de l'éteindre totalement ? Moins d'électricité dépensée, moins d'agressivité et moins d'agressions. Les statistiques produites par la police sont un peu optimistes. Car les gens ne vont pas parler à la police de leur peur et d'agressions qui ne nécessitent pas de plaintes officielles. »*

Habitante : *« Vous n'avez pas répondu. Les jeunes filles craignent de sortir. Les parents ont peur. Que faites-vous pour ça ? »*